

Chambre des Représentants

SESSION 1958-1959.

2 JUIN 1959.

PROJET DE LOI

complétant les lois coordonnées relatives aux
impôts sur les revenus, en matière de taxation
des plus-values.

I. — SOUS-AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT
AUX AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.

(Doc. n° 6/4.)

Article premier.

1. — Aux première et deuxième lignes de cet article,
remplacer les mots :

« chacune des années 1959, 1960 et 1961 »,

par les mots :

« chacune des années 1959 à 1963 ».

2. — Aux quatrième et cinquième lignes du même article,
remplacer les mots :

« chacune des années 1960, 1961 et 1962 »,

par les mots :

« chacune des années 1960 à 1964 ».

Art. 2.

Compléter le texte de cet article, qui devient le § 1, par
un § 2, libellé comme suit :

« § 2. Lorsque l'investissement est effectué en actions
souscrites lors de la constitution ou de l'augmentation du

Voir :

6 (S.E. 1958) :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

— N° 2 à 6 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1958-1959.

2 JUNI 1959.

WETSONTWERP

tot aanvulling van de samengeschakelde wetten
betreffende de inkomstenbelastingen, inzake de
belasting van meerwaarden.

I. — SUBAMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING
OP DE AMENDEMENTEN VAN DE REGERING.

(Stuk n° 6/4.)

Eerste artikel.

1. — Op de eerste en de tweede regel van dit artikel, de
woorden :

« elk der jaren 1959, 1960 en 1961 »,

vervangen door de woorden :

« elk der jaren 1959 tot 1963 ».

2. — Op de vierde en de vijfde regel van hetzelfde arti-
kel, de woorden :

« elk der jaren 1960, 1961 en 1962 »,

vervangen door de woorden :

« elk der jaren 1960 tot 1964 ».

Art. 2.

De tekst van dit artikel, die § 1 wordt, aanvullen met
een § 2, luidend als volgt :

« § 2. Wanneer de belegging gedaan is in aandelen
onderschreven bij de oprichting of de kapitaalsverhoging

Zie :

6 (B.Z. 1958) :

— N° 1 : Ontwerp door de Senaat overgezonden.

— N° 2 tot 6 : Amendementen.

capital d'une société ayant son siège social ou son principal établissement en Belgique et que cette constitution ou augmentation a pour but des investissements en immeubles et outillages professionnels dans les régions de développement visées par la loi instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, le cinquième visé à l'article premier est également immunisé aux conditions de l'article 27, § 2bis, des lois coordonnées précitées.

» Cette immunité complémentaire est imputée sur les résultats de la période imposable pendant laquelle l'investissement est effectué; toutefois, si l'investissement a été effectué pendant le délai de six mois avant le début de la période imposable de la réalisation de la plus-value, l'immunité est imputée sur les résultats de cette période. »

Art. 4.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« § 1. En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des conditions prévues à l'article 27, § 2bis, des lois coordonnées précitées; les plus-values immunisées en vertu de l'article 2 sont considérées comme des bénéfices obtenus au cours de la période imposable pendant laquelle l'inobservation s'est produite.

» § 2. A défaut d'investissement dans les formes et délais prévus à l'article 2, § 1, la plus-value immunisée en vertu de cette même disposition est considérée comme un bénéfice obtenu au cours de la période imposable pendant laquelle le délai d'investissement est venu à expiration.

» Sur la partie de la cotisation à la taxe professionnelle qui se rapporte proportionnellement à cette plus-value, un intérêt de retard, calculé conformément à l'article 54, § 2, des lois coordonnées précitées, est dû à partir du 1^{er} janvier de l'année portant le millésime de l'exercice d'imposition pour lequel l'immunité a été accordée. »

Art. 5.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« § 1. Les plus-values immunisées en vertu de l'article 2 sont exclues du revenu global passible de l'impôt complémentaire personnel; elles y sont éventuellement incorporées au moment où elles deviennent imposables à la taxe professionnelle en vertu des dispositions de l'article 4.

» § 2. Les dispositions de l'article 4, § 2, alinéa 2, sont également applicables en matière d'impôt complémentaire personnel. »

Le Ministre des Finances,

J. VAN HOUTTE.

van een vennootschap die haar maatschappelijke zetel of haar voornaamste bestuursinrichting in België heeft en deze oprichting of kapitaalsverhoging ten doel heeft beleggingen in bedrijfsimmobilien en -uitrusting in ontwikkelingsgewesten bedoeld bij de wet tot uitvoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten, wordt het bij artikel 1 bedoeld vijfde eveneens vrijgesteld onder de bij artikel 27, § 2bis van voornoemde samengeordende wetten bepaalde voorwaarden.

» Deze aanvullende vrijstelling wordt aangerekend op de uitslagen van het belastbaar tijdperk tijdens welk de belegging is gedaan; nochtans, zo de belegging is gedaan binnen de termijn van zes maanden vóór het begin van het belastbaar tijdperk van de verwezenlijking der meerwaarde, wordt de vrijstelling aangerekend op de uitslagen van dit tijdperk. »

Art. 4.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. In geval van niet-naleving van de ene of andere van de bij artikel 27, § 2bis, der voormelde samengeordende wetten voorziene voorwaarden, worden de krachtens artikel 2 vrijgestelde meerwaarden beschouwd als winsten bekomen in de loop van het belastbaar tijdperk waarin de niet-naleving zich heeft voorgedaan.

» § 2. Bij gebreke van belegging in de vormen en termijnen voorzien bij artikel 2, § 1, wordt de krachtens dezelfde bepaling vrijgestelde meerwaarde beschouwd als een winst bekomen in de loop van het belastbaar tijdperk waarin de beleggingstermijn verstreken is.

» Op het gedeelte van de aanslag in de bedrijfsbelasting dat proportioneel verband houdt met deze meerwaarde, is een verwijsinterest, berekend overeenkomstig artikel 54, § 2, der voormelde samengeordende wetten, verschuldigd met ingang van 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan het aanslagdienstjaar waarvoor de vrijstelling werd verleend. »

Art. 5.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. De krachtens artikel 2 vrijgestelde meerwaarden worden geweerd uit het globaal inkomen belastbaar in de aanvullende personele belasting; zij worden er eventueel in opgenomen op het ogenblik dat zij krachtens de bepalingen van artikel 4 belastbaar worden in de bedrijfsbelasting.

» § 2. De bepalingen van artikel 4, § 2, lid 2, zijn eveneens toepasselijk inzake aanvullende personele belasting. »

De Minister van Financiën,

II. — SOUS-AMENDEMENT
PRÉSENTÉ PAR M. PARISIS,
AUX AMENDEMENTS DU GOUVERNEMENT.
(Doc. n° 6/4.)

Art. 7 (nouveau).

Ajouter un article 7 (nouveau), libellé comme suit :

« En cas de réalisation de participations et valeurs de portefeuille qui ont été reprises à l'occasion d'une absorption, d'une fusion ou d'un apport de branches d'activité effectués conformément à la loi du 24 novembre 1953 complétée par celle du 29 décembre 1955, ces participations et valeurs de portefeuille sont pour l'application de la présente loi, censées être entrées dans le patrimoine de la société absorbante, née de la fusion ou bénéficiaire de l'apport, à la date d'investissement par la société absorbée, fusionnée ou apporteuse. »

JUSTIFICATION.

L'article premier du projet se propose de ne soumettre qu'à un impôt réduit au cinquième les plus-values réalisées notamment sur les participations et valeurs de portefeuille. Le projet limite cependant le bénéfice de cette taxation à un taux favorable au cas où ces valeurs sont entrées dans le patrimoine de l'entreprise depuis plus de cinq ans avant la réalisation.

Cette condition, à laquelle il apparaît au demeurant malaisé de renoncer, entraîne pour conséquence que les participations acquises par une société à la suite d'une fusion, d'une absorption ou de l'apport d'une branche d'industrie, ne bénéficieraient pas de l'application du projet si ces opérations ont eu lieu depuis moins de cinq ans.

La loi du 24 novembre 1953, complétée par la loi du 29 décembre 1955, a permis de réaliser des regroupements d'entreprises en exemption de l'impôt. Elle a favorisé ces opérations dans l'intérêt général.

La plupart des entreprises qui ont usé de la faculté offerte par cette loi exceptionnelle, ont porté dans leurs livres les participations et valeurs de portefeuille acquises par elles par voie d'apport, non à la valeur comptable à laquelle ces valeurs étaient portées dans les écritures des sociétés absorbées ou apporteuses, mais à leur valeur réelle.

Pour ces entreprises, le nouvel article 27, § 2^{quater}, que le projet de loi se propose d'insérer dans les lois coordonnées n'est pas nécessaire.

Par contre tel n'est pas le cas général. Certaines sociétés ont cru, après fusion ou absorption d'une branche d'entreprise d'une autre société, devoir reprendre dans leurs écritures, pour des raisons diverses, les apports de valeurs mobilières pour la valeur comptable qui leur était assignée dans les livres de la société absorbée ou apporteuse. Il s'ensuit que ces entreprises ne pourront bénéficier de la taxation au taux de faveur prévu par le nouveau texte à défaut de posséder depuis cinq ans au moins les valeurs dont il s'agit et qu'elles ont acquises à la suite d'une opération d'absorption.

Il s'ensuit que l'œuvre de la loi du 24 novembre 1953 demeurera incomplète en ce qui les concerne.

Juridiquement, la société absorbante et la société absorbée ou apporteuse sont des personnes morales distinctes et il est dès lors nécessaire que la loi elle-même décide que la date qui sera prise en considération pour fixer le point de départ du délai de cinq ans pourra être l'époque de l'acquisition des valeurs par la société absorbée ou apporteuse.

Le texte proposé est destiné à remédier à la situation décrite ci-dessus.

II. — SUBAMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER PARISIS,
OP DE AMENDEMENTEN VAN DE REGERING.
(Stuk n° 6/4.)

Art. 7 (nieuw).

Een artikel 7 (nieuw) toevoegen, dat luidt als volgt :

« Bij het te gelde maken van participaties of waarden in portefeuille die overgenomen werden bij de opslorping, de fusie of de inbreng van activiteitstakken en waartoe werd overgegaan overeenkomstig de wet van 24 november 1953 aangevuld door de wet van 29 december 1955, worden deze participaties en waarden in portefeuille, wat de toepassing van deze wet betreft, beschouwd als opgenomen in het patrimonium van de opslorpende vennootschap, die uit de fusie is ontstaan, of waaraan de inbreng ten goede komt, op de datum van de belegging door de opgeslorpte, gefusioneerde of inbrengende vennootschap. »

VERANTWOORDING.

Het eerste artikel van het ontwerp strekt ertoe de meerwaarden, verwezenlijkt op participaties en op waarden in portefeuille, slechts belastbaar te stellen tot een beloop van één vijfde. Het ontwerp beperkt echter de toepassing van deze fiscale gunstregeling tot die gevallen, waarin bedoelde waarden sedert meer dan vijf jaar vóór de verwezenlijking in het patrimonium der onderneming zijn opgenomen.

Deze voorwaarde, waarvan overigens bezwaarlijk kan worden afgezien, heeft tot gevolg dat de participaties, door een vennootschap verkregen ingevolge een fusie, een opslorping of de inbreng van een nijverheidstak, het voordeel van dit ontwerp niet kunnen genieten indien deze verrichtingen minder dan vijf jaar geleden plaats hadden.

De wet van 24 november 1953, aangevuld door de wet van 29 december 1955, heeft hergroeperingen van ondernemingen met vrijstelling van belasting mogelijk gemaakt. Zij heeft, in het algemeen belang, deze verrichtingen in de hand gewerkt.

De meeste ondernemingen, die van de bij deze uitzonderingswet geboden gelegenheid gebruik hebben gemaakt, hebben de participaties en waarden in portefeuille, die zij door inbreng hebben verkregen, niet geboekt op de boekhoudkundige waarde die in de boeken van de opgeslorpte of inbrengende vennootschappen eraan was gegeven, doch op hun werkelijke waarde.

Voor die ondernemingen is het niet nodig, in de samengevoegde wetten het voorgestelde nieuwe artikel 27, § 2^{quater}, in te voegen.

Doorgaans is dit echter niet het geval. Sommige vennootschappen hebben, na versmelting met of opslorping van een bedrijfstak van een andere vennootschap, om diverse redenen gemeend dat zij in hun boeken de inbreng van roerende waarden mochten opnemen als de boekhoudkundige waarde die daaraan in de boeken van de opgeslorpte of inbrengende vennootschap is toegekend. Bijgevolg kunnen die ondernemingen niet het voordeel genieten van de aanslag tegen het voorkeurtarief dat in de nieuwe tekst is vastgesteld, indien zij voormelde waarden die zij door opslorping hebben verkregen niet sedert ten minste vijf jaar bezitten.

Derhalve zal de werking van de wet van 24 november 1953 ten aanzien van die ondernemingen onvolledig blijven.

In juridisch opzicht zijn de opslorpende en de opgeslorpte vennootschap verschillende rechtspersonen. Derhalve moet de wet zelf bepalen dat de datum die als aanvang van de termijn van vijf jaar in aanmerking komt het tijdstip mag zijn waarop de opgeslorpte of opslorpende vennootschap in het bezit van de waarden is getreden.

De voorgestelde tekst strekt ertoe de hierboven omschreven toestand te verhelpen.

A. PARISIS.